

## **Madagascar : la pauvreté s'installe durablement à cause de la crise politique**

Un peu plus de trois ans après les événements de février/mars 2009, qui ont débouché sur l'éviction du président Marc Ravalomanana, au pouvoir depuis 2002, et la mise en place d'un régime de transition préconisée par la communauté internationale, la désillusion est grande chez la population frappée de plein fouet par la crise. Le retour à l'ordre constitutionnel, à même de garantir la stabilité nécessaire pour la reprise durable des activités économiques, se fait attendre en raison des tergiversations politiciennes. La sécheresse des données brutes et des différents indicateurs qui sont publiés périodiquement par l'Institut national de la Statistique (INSTAT), traduit mal les embarras du quotidien pour la grande majorité des familles qui éprouvent les pires difficultés à satisfaire les besoins les plus élémentaires (abri, nourriture, santé, éducation). Ainsi, pour l'année 2009, le pays a affiché un taux de croissance du produit intérieur brut négatif, à -3,7%, alors qu'il était de +7,1% en 2008 et se situait autour de +5 et +6% les années précédentes. Il convient toutefois de noter que les carences des gouvernances successives sur la question de la redistribution de la richesse produite, conjuguées aux impacts des chocs extérieurs, ont durablement pesé sur la détérioration du pouvoir d'achat et accéléré la dégradation, inévitable, du climat social. La récupération politicienne a profité de cette accumulation de déceptions et de mécontentements chroniques pour déclencher les actions de déstabilisation à partir de 2008.

L'importance de la récession enregistrée en 2009 résulte du reflux des activités dans les secteurs des industries et des services (-7,4% et -7,1%), essentiellement en raison de la baisse des investissements publics et de la fermeture de plusieurs entreprises en zone franche, que la forte croissance relevée dans le secteur primaire (+8,5%, contre 2% en moyenne sur les autres années) n'a pas réussi à atténuer. Les activités économiques ont accusé les effets induits par la suspension de la majeure partie de l'aide extérieure, qui représente 50% du budget et 75% des investissements, et l'exclusion de Madagascar du bénéfice des privilèges commerciaux de l'AGOA (Loi des Etats-Unis sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique), à titre de sanctions. Et même si l'on observe une amélioration du taux de croissance en 2010 (+0,4%) et 2011 (+1,6%), les analyses se rejoignent pour constater, dans l'intervalle, une chute significative de tous les indicateurs relatifs au développement et à la démocratie.

Depuis le début de la crise, 900 000 enfants sont déscolarisés (UNICEF), 336 000 emplois directs ont été perdus (Bureau International du Travail) principalement dans les zones urbaines, et 56 % de la population vit sous le seuil de pauvreté extrême (Banque mondiale). Le contexte n'incite guère à l'optimisme quand la corruption et l'insécurité sont en forte croissance, quand l'indiscipline prend racine dans l'armée et quand l'incivisme gagne la majorité des citoyens. Les journaux font régulièrement état de cas de

banditisme impliquant des membres des forces de l'ordre, de tentatives d'extorsion de fonds ou de l'explosion du trafic de bois précieux, le tout sans suites judiciaires connues. Certains observateurs n'hésitent pas à parler de « société à la dérive » au sein de laquelle les liens se fragilisent de plus en plus, ce qui a pour effet d'hypothéquer la mise en œuvre des mécanismes traditionnels de solidarité, plus particulièrement en milieux urbain et périurbain. Le tissu social résiste mieux en milieu rural mais, plus que jamais, à quelque endroit qu'on se trouve (sur les hautes terres centrales comme dans les zones côtières), les associations caritatives sont très sollicitées, chacune à son niveau, indépendamment des possibilités réelles respectives.

En ce qui concerne ENFANCES DU MONDE Madagascar, nous avons quelques raisons de satisfaction quand on voit que les élèves d'Ambohimanjaka ont confirmé les excellents résultats scolaires déjà enregistrés l'année passée. Ainsi, une fois de plus, l'école a fait un « carton plein » aux épreuves du certificat d'études primaires et élémentaires (CEPE) et le meilleur élève s'est hissé à la 3<sup>e</sup> place du classement général sur l'ensemble du district d'Ambatomena, la commune rurale de rattachement. En raison des grèves prolongées des enseignants rattachés au ministère de l'Education nationale, les cours ont duré environ un mois de plus pour les CM2. Ainsi, il a fallu budgétiser 4 semaines supplémentaires de viande pour les élèves. La rentrée se prépare activement et l'annonce de l'ouverture d'une classe de quatrième suscite des réactions enthousiastes.